

**J-22 AVANT LA TREVE HIVERNALE :
LES PREFETS EXPULSENT MASSIVEMENT LES
HABITANTS DES BIDONVILLES.
UN CHOIX INEFFICACE ET INHUMAIN.**

Paris, le 10 octobre 2017

Depuis début juillet, **plus de 4600 personnes, dont de nombreux enfants, se sont vus expulsés du bidonville ou squat où ils vivaient, soit près de 50 personnes par jour**¹. Dans la moitié des cas, des solutions d'hébergement d'urgence ont été proposées, pour quelques nuits seulement.

Ces expulsions, incessantes depuis plusieurs années ont de lourdes conséquences pour les habitants, fragilisés par des années d'errance : cette semaine, un homme de 60 ans, expulsé le 27 septembre de son bidonville à Choisy le Roi, suivi à l'hôpital pour une condition cardiaque fragile, est mort dans sa voiture².

Ce drame s'inscrit dans un contexte d'expulsions à répétition, réponse privilégiée des pouvoirs publics depuis des années. Avec pour seuls effets la rupture des démarches d'insertion et de suivis sanitaires, la déscolarisation des enfants... **Détruire les habitats précaires sans solutions ambitieuses, adaptées et stables n'a fait que développer l'exclusion, la précarité**. Le paradoxe est que le nombre de bidonvilles et squats ne diminue pas et semble au contraire entretenu par ces décisions irrationnelles.

Or, **l'objectif commun doit rester la sortie du bidonville**, car les bidonvilles sont des lieux dangereux, où les incendies sont fréquents et parfois mortels. Nous comptons **21 incendies dans des bidonvilles ou squats en 2017 et plus de 100 cumulés depuis 2012**.

Depuis janvier 2017, la trêve hivernale s'applique enfin aux habitants des bidonvilles³. Nous espérons donc que l'hiver 2017-2018 permettrait de réfléchir à comment **investir l'argent public dans des opérations de long-terme, alliant accompagnement social et mobilisation du droit commun** (du logement, de l'emploi, la santé, la scolarisation notamment).

Mais au lieu d'élaborer des solutions dignes et pérennes pour les femmes, hommes et enfants contraints de vivre en bidonville et en squat en France, les **pouvoirs publics semblent encore avoir choisi la facilité en préférant « faire du chiffre » avant le 1^{er} novembre**.

Nous exigeons donc que l'Etat et les collectivités locales clarifient leurs intentions : continuer à expulser et à entretenir la misère, à empêcher l'accès à l'école à de nombreux enfants, à laisser errer des personnes malades ou s'engager dans une véritable politique de lutte contre la pérennisation des bidonvilles, qui passera inévitablement par une période de stabilisation des personnes et de leurs lieux de vie.

Stop aux expulsions sans solutions de relogement !

Contact presse : Manon Fillonneau / 06 68 43 15 15 / manon.fillonneau@romeurope.org

¹ Selon le recensement conjoint du CNDH Romeurope, de la Ligue des Droits de l'Homme et du European Roma Rights Centre

² Communiqué Romeurope 94 <http://www.romeurope.org/expulsions-val-de-marne-communique-collectif-romeurope-94/>

³ Communiqué de presse interassociatif, 7 février 2017, <http://www.romeurope.org/communiqués-romeurope-la-treve-hivernale-sapplique-enfin-aux-bidonvilles-communique-interassociatif/>